

Pays andins et Cuba : brèves n° 9 de la semaine du 3 au 9 novembre 2017

(Avec la contribution des Services économiques de la région)

REGION

Recul général des économies régionales au classement Doing Business 2018, malgré des réformes positives. Chacun des pays de la zone a vu son rang reculer (entre 1 et 7 places), compte tenu du mode de calcul de la Banque mondiale, qui classe les pays selon un critère de distance à la frontière (i.e. l'écart de performance avec le pays le mieux classé pour chacun des 10 critères). Ce recul traduit ainsi la réalisation de réformes en faveur de la facilitation de la vie des entreprises, mais moins nombreuses et/ou moins ambitieuses que dans les autres pays.

A l'échelle régionale, le Pérou (58^e sur 190, -4 places) passe devant la Colombie (59^e, -6 places), malgré le satisfecit octroyé à cette dernière par la Banque mondiale concernant la réforme de sa loi sur les faillites. Les autres pays de la zone se trouvent distancés : Equateur 118^e (-4 places, du fait notamment de procédures complexifiées pour le transfert de propriété immobilière), Guyana 126^e (-2 places), Bolivie (152^e, -3 places, en dépit de l'automatisation de procédures douanières), Suriname (165^e, -7 places), le Venezuela intégrant désormais le podium de queue (188^e, -1 place, du fait de la hausse de différents coûts d'enregistrement).

Pour mémoire, Cuba n'est pas recensé dans le classement, qui s'appuie sur dix critères marquant les différentes étapes de la vie des entreprises : enregistrement d'une entreprise ; obtention d'un permis de construire ; obtention d'un raccordement électrique ; enregistrement foncier et immobilier ; obtention d'un crédit ; protection des investisseurs minoritaires ; paiement des impôts & taxes ; commerce transfrontalier ; mise en application des contrats ; résolution des cas d'insolvabilité.

Evolution des exportations françaises au cours des 9 premiers mois. Alors que les exportations françaises à destination du monde entier sont plutôt bien orientées sur les 9 premiers mois de l'année 2017 (+3,8%), elles sont en baisse à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes (-2%). Sur la circonscription du SER, les résultats sont très contrastés: franchement mauvais à destination du Venezuela (-71,1% à 49,3 MEUR, soit un niveau désormais inférieur aux Bahamas...) et de la Bolivie (-46,9% à 27,7 MEUR), décevants à destination de la Colombie (-16,7% à 365,7 MEUR) et de l'Equateur (-17,3%), dans la moyenne au Pérou (+2,5% à 173,9 MEUR) et au Guyana (+3,8% à 2,5 MEUR), et très bien orientés à destination de Cuba (+30,8% à 135,3 MEUR) et du Surinam (+32%, dans des volumes qui restent toutefois quasi-anecdotiques : 8,8 MEUR). On relèvera également que nos deux principaux déficits bilatéraux du continent se trouvent dans la zone (Equateur : -227,9 MEUR et Pérou : -195,2 MEUR), tandis que, pour la première fois depuis au moins une dizaine d'années, nous affichons désormais un déficit bilatéral avec la Colombie (-1,6 MEUR contre un excédent de 174 MEUR sur la même période de 2016).

BOLIVIE

Le déficit commercial du pays s'élève à 899 MUSD à septembre 2017. Selon l'Institut bolivien du commerce extérieur (IBCE), le déficit commercial a atteint 899 MUSD sur les 9 premiers mois, soit un creusement de 15% sur un an (783 MUSD sur la même période en 2016). Les exportations s'élèvent à 5,9 Mds USD, en hausse de 9%. Les trois principaux clients de la Bolivie sont le Brésil, l'Argentine et les Etats-Unis, qui ont concentré 42% des ventes. Parallèlement, les importations ont totalisé 6,8 Mds USD, en croissance de 10%. Les trois principaux fournisseurs sont la Chine, le Brésil et l'Argentine, sommant à eux trois 51% des achats extérieurs.

Les IDE diminuent de 26% au premier semestre. Selon la Banque centrale de Bolivie, les investissements directs étrangers se sont élevés à 525 MUSD sur les six premiers mois de l'année, en baisse de 26,1% par rapport à la même période de 2016, en raison notamment d'une mauvaise performance du secteur des hydrocarbures (157,7 MUSD au S1 2017 ; -39,3%).

COLOMBIE

Evolution favorable des exportations colombiennes sur les 9 premiers mois. Elles s'affichent en hausse de 19,5% en g.a, à 26,9 Mds d'USD, principalement du fait d'une progression de 28,3% des exportations

d'hydrocarbures et de produits des industries extractives (lesquelles ont représenté sur la période 52,9% du total), et, dans une moindre mesure, des produits agricoles et des IAA (+13,9%, 21% de participation). La situation est moins favorable pour les exportations de produits manufacturés (20,9% du total), dont la hausse est limitée à 1,7%. On relèvera que la progression des exportations de charbon (+54,9%) explique 58% de la hausse du poste « hydrocarbures et produits des industries extractives », contre 39,2% pour le pétrole, dont la hausse, contenue à 16,3% malgré la remontée rapide des cours, témoigne d'un effet-volume défavorable.

Maintien de l'informalité à un niveau élevé. Conséquence sans doute du ralentissement de l'activité observé en 2017, l'informalité a cessé de reculer : elle s'établit au T3 à 48,7% dans les 23 principaux centres urbains de Colombie, contre 48,8% un an auparavant.

Les grandes banques colombiennes affichaient les 3^e marges nettes d'intérêt (MNI) les plus élevées d'Amérique latine à fin 2016. Selon une étude de S&P, fondée sur les MNI des trois principaux groupes bancaires privés de chacun des pays, les banques colombiennes affichaient une marge moyenne de 4,8% fin 2016, contre 5,2% pour les banques mexicaines et 5% pour les banques brésiliennes. Cette position pourrait être conservée en 2017, dans un contexte de redressement des marges des banques argentines (traditionnellement leaders du continent, avec des MNI à près de 6%, mais à 4% en 2016), mais de forte détérioration de celles des banques brésiliennes.

EQUATEUR

L'inflation toujours négative. Les derniers chiffres de l'Institut des statistiques font état d'une nouvelle déflation au mois d'octobre (-0,14% par rapport à septembre). L'inflation en g.a enregistre une variation négative de 0,09% et l'inflation cumulée au 31 octobre un taux de -0,1%. Il s'agit du cinquième mois consécutif d'inflation négative ou nulle. Cela est le résultat de l'ajustement à la baisse des prix des produits importés (démantèlement des sauvegardes) et du cycle récessif.

Présentation de la loi des finances. Le gouvernement a présenté cette semaine le budget 2018 à l'Assemblée nationale, d'un montant de 34,8 Mds USD, en baisse de 5,3% par rapport au budget 2017 (36,8 Mds). Le déficit budgétaire se monterait à 3,9 points de PIB (4,7% en 2017 selon le ministère des finances). Les besoins de financement pour 2018 représenteront 8,2 Mds USD (11,6 Mds en 2017) et le service de la dette 3,9 Mds USD (7 Mds en 2017). On notera que ce budget n'intègre pas la dette de l'Etat à l'égard de la Sécurité sociale.

PEROU

L'inflation fléchit en atteignant 2,04% sur 12 mois en octobre. La Banque centrale de réserve observe un fléchissement de l'inflation, qui revient, après une forte hausse des prix en début d'année du fait du Niño Costero, vers sa cible de 2% grâce à une déflation de 0,47% pour le seul mois d'octobre. En conséquence de quoi, l'inflation, de 2,04% en rythme annuel, tombe à son plus bas niveau depuis juillet 2010 (1,82%).

L'investissement minier s'élève à 3,26 Mds USD sur les 9 premiers mois de l'année. D'après le ministère de l'énergie et des mines, les investissements miniers ont atteint près de 3,3 Mds USD de janvier à septembre, en hausse de 6,1% par rapport à 2016 (-44% entre 2015 et 2016).

VENEZUELA

Le président MADURO veut restructurer la dette extérieure (estimée à 150 Mds USD). Les créanciers ont été invités à se rendre à Caracas le 13 novembre 2017 afin de discuter de la restructuration de la dette extérieure issue des bons souverains et des obligations de l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA). La commission spéciale en charge des négociations est dirigée par le vice-président Tareck EL-AISSAMI, personnalité sanctionnée par le département du Trésor américain. Suite à l'annonce présidentielle, la notation du Venezuela a été abaissée à C pour FITCH, CC pour STANDARD & POOR'S et Ca pour MOODY'S, rétrogradant le pays dans la catégorie hautement vulnérable avec risque de défaut imminent.